Niveau(x) d'enseignement: 7 Numéro EDUQ : 8470174
Centre d'intérêt: 220

Bielinski, Elisabeth.

L'idéologie des contestataires / [Elisabeth Bielinski]. -- [Québec] : Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification, Section des études sociologiques, 1969.
50 f. ; 26 cm. -- (Le Mouvement étudiant au Québec. Bilan et prospective ; 8)

Notes bibliogr. au bas des p.

Descripteur(s): *Contestation étudiante *Valeurs de l'étudiant *Idéologie *Journal étudiant *Collégial (Niveau)

L'auteur entend pousser plus avant une réflexion sur le mouvement de contestation étudiante de l'automne 1968, réflexion qui s'était limitée aux signes visibles du malaise étudiant dans un précédent bulletin. Il s'agit cette fois de tenter de cerner l'idéologie, les valeurs nouvelles qui étaient sous-jacentes à cette mobilisation des étudiants dans les cégeps.

La documentation sur laquelle s'appuie l'étude regroupe la majorité des publications étudiantes des cégeps: journaux, tracts, documents de travail, etc. Par ailleurs, des entrevues avec des groupes de contestataires des cégeps de Limoilou, de Jonquière, Lionel-Groulx et Edouard-Montpetit ont été réalisées.

L'auteur décèle deux thèmes fondamentaux qui apparaissent de façon récurrente dans le discours contestataire: 1. la valorisation de l'individu et la prééminence qui doit lui être accordée en toute circonstance; 2. la critique de la société québécoise dans ses aspects modernes. L'examen des actions posées et de la stratégie mise en oeuvre par les étudiants permet à l'auteur de déceler comment les contestataires fusionnent ces deux éléments pour les dépasser dans et par l'action.

Type de document: r
Notice(s) connexe(s): 8470172

EDUQ 8470174

BILAN ET PROSPECTIVE

Le mouvement étudiant au Québec

Bulletin No 8, Septembre 1969

L'idéologie des contestataires

	Introduction	p. 1
I-	A la recherche de l'homme	p. 3
II-	Critique de la société et contestation globale	p. 13
III-	Stratégie et actions	p. 31
	Conclusions	p. 49

Ministère de l'Education

Direction générale de la Planification

Section des études sociologiques

"L'action de cet automne fut d'abord une rébellion ouverte avant de devenir un projet de changement". (1)

"Il s'agit selon nous d'une révolte spontanée causée par l'écoeurement des jeunes devant leur intégration dans une société dont l'échelle des valeurs ne correspond aucunement à leurs aspirations". (2)

"(...) C'est une révolte brute qui éclate, spontanée comme elle se manifeste actuellement dans toutes les sociétés trop ou mal développées". (3)

Caractériser ainsi le mouvement qui a brusquement surgi en octobre dernier est une première approche permettant tout à la fois de saisir une de ses caractéristiques particulières et de rejeter la thèse des "éléments venus de l'étranger fomenter des troubles au Québec"; mais cette démarche ne signifie rien si elle ne s'assortit pas d'un effort de compréhension en vue de déceler les raisons de cette irruption. Dans cette recherche il nous faut dépasser très largement tout ce que nous disions dans notre précédent bulletin (cf. Bilan et Prospective no 4, mars 1969) qui ne faisait qu'un inventaire des signes visibles d'un certain malaise alors qu'octobre verra la résurgence d'un courant profond, ignoré de tous dans sa substance et dans son impact. C'est cette force nouvelle que nous nous attacherons à découvrir, à cerner dans ses aspects les plus fondamentaux tant nous sommes persuadés que c'est d'elle que se réclament les contestataires et que, par delà les aléas de la conjoncture qui tantôt lui permettent de resurgir au grand jour et tantôt l'obligent à reprendre sa vie souterraine, c'est elle qui mobilisera et regroupera les éléments d'opposition dans les milieux scolaires et s'étendra peut-être à d'autres couches de la population.

Cette ligne de force, cette idéologie n'est pas toujours explicite, elle l'est même rarement. Elle se concrétise par des écrits et des actes multiples, les uns comme les autres dépendant étroitement de la situation prévalant à un moment donné; il s'agit donc de retrouver la ligne directrice sous-jacente, parfois inconsciente dans l'esprit même des contestataires, qui donne un sens à toutes ces manifestations éparses et apparemment sans cohérence, qui les articule les unes par rapport aux autres. C'est dire que nous recher-

---

(1) UGEQ - manifeste présenté par l'exécutif au congrès de mars 1969.
(2) L'Epic (journal du CEGEP de Hull) 12-11-68.
(3) Le Thérésien (journal du CEGEP Lionel-Groulx) 3-03-69.

cherons une logique, une unité si possible, entre les divers éléments observables, entre les actions et stratégies diverses, entre les idées et critiques exprimées. Mais, à notre avis, cette unité n'émergera que si l'on passe par le détour des mouvements étudiants internationaux non pas pour parler d'un mimétisme béat mais pour donner son plein sens à l'ensemble de la nouvelle problématique posée par la société moderne: "(...) au contraire de l'ancien utopisme où des théories entachées d'arbitraire avançaient au-delà de toute politique possible, il y a maintenant, dans l'ensemble de la problématique de la modernité, une foule de pratiques nouvelles qui cherchent leur théorie", (1) nous ferons nôtre cette démarche (partir de l'observable contradictoire pour retrouver une cohérence théorique) dans notre étude sur le mouvement étudiant au Québec en 1968.

Deux thèmes fondamentaux qui, présentés sous une forme ou sous une autre, reviennent de façon récurrente dans les écrits des contestataires seront les pierres d'angle de notre édification: d'une part, la valorisation de l'individu et la prééminence qui doit lui être accordée en toute circonstance, d'autre part, la critique de la société dans ses aspects modernes, en tenant compte de la spécificité de la réalité québécoise. L'examen, en un troisième temps, des actions posées et de la stratégie mise en oeuvre permettra de voir comment les contestataires fusionnent ces deux éléments pour les dépasser dans et par l'action. Nous aurions pu en premier lieu faire un inventaire des phénomènes visibles pour ensuite tenter de les interpréter, mais nous préférons dégager au préalable les tendances profondes, les motivations réelles pour ne considérer l'activité des contestataires que comme un épiphénomène, une conséquence.

Dans cette recherche nous nous intéressons aux contestataires uniquement, c'est-à-dire à ceux qui ont été le moteur du mouvement d'octobre et non à ceux qui ont "embarqué" à leur suite. Nous faisons l'hypothèse, et présentée à plusieurs contestataires elle a acquis leur approbation, que ceux-ci se sont retrouvés après le mouvement d'occupation identiques quant à leur effectif à ce qu'ils étaient avant ce même mouvement. L'épisode de l'occupation a permis certes à une grande partie de la population étudiante de prendre conscience de problèmes réels mais elle l'a fait sous l'impulsion d'une minorité plus active et plus consciente et ce n'est pas l'ensemble de cette population qui se pose la délicate question

---

(1) Internationale Situationniste (revue d'un groupe d'extrême gauche), no 8 - Mars 1963.

de l'avenir de la contestation. Les contestataires se sont retrouvés seuls à dresser le bilan du mouvement d'octobre et à penser à un long terme, et peut-être même davantage isolés car les récents événements avaient permis de démasquer les véritables oppositions et de creuser des fossés quasiment infranchissables entre certains groupes sociaux.

Notre documentation de base, pour tout ce qui touche le mouvement québécois, regroupe la majorité des publications étudiantes des CEGEP: journaux, tracts, documents de travail, rapports, synthèse, etc. Mais cet éventail des écrits ne nous permettrait pas de cerner ce qui, en dernière analyse, était de plus fondamental pour les contestataires: on y parlait d'examens, de prêts-bourses et de critique de cette société, sans distinction, sans gradation. Il nous fallait savoir quel ordre, quelle hiérarchie eux-mêmes opéraient entre ces différents sujets. C'est dans cette optique que des entrevues de groupe avec des contestataires de plusieurs CEGEP s'avéraient indispensables si nous voulions avoir une vision plus juste de ces derniers. Nous avons rencontré quatre groupes de contestataires venant de quatre institutions différentes: Limoilou (Québec), Jonquière, Lionel-Groulx et Edouard-Montpetit à Montréal. Des circonstances particulières nous ont empêchés d'en voir d'autres mais, du moment que nous limitions notre investigation aux seuls contestataires, nous pouvons penser que les propos que nous aurions recueillis ailleurs n'auraient pas été tellement divergents de ceux que nous avons entendus.

I A LA RECHERCHE DE L'HOMME

Parmi les deux thèmes fondamentaux, le premier qui privilégie l'élément humain est d'une importance capitale si l'on tente de comprendre les aspects profonds de leur idéologie. Des mots comme "liberté", "création","spontanéité" se multiplient sous la plume des contestataires mettant en évidence leur souci premier de redonner à l'homme sa pleine dimension comme sa véritable place dans la société.

Une difficulté surgit lorsque nous voulons développer ces idées: on a l'impression que c'est une suite de banalités, d'évidences dont il n'est pas nécessaire de parler puisque personne ne viendra les infirmer. Or, cette caractéristique, précisément, est d'importance: les contestataires n'ont rien inventé dans ce domaine, les idées qu'ils énoncent ne sont pas nouvelles; et si on veut leur trouver une filiation, on pourra dire qu'elles découlent d'un humanisme le plus tradi-

tionnel. Tout celà est à la fois vrai et faux; vrai dans la mesure où les mots utilisés sont les mêmes mais faux car il s'agit pour les contestataires d'une exigence fondamentale et réelle, d'une réalisation concrète à entreprendre. Disserter sur la liberté et la vivre voilà tout la différence entre l'humanisme traditionnel et la nouvelle conception des contestataires; pour reprendre la terminologie de Raymond Aron (1) c'est la divergence entre les libertés formelles et les libertés réelles: les premières, même inscrites dans une constitution ou dans une déclaration des droits de l'homme n'en demeurent pas moins vides de sens puisqu'elles ne sont pas sanctionnées par une pratique quotidienne par opposition aux secondes qui font partie intégrante des moeurs courantes. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre tout ce que nous dirons par la suite: toutes les affirmations verbales, les volontés et les désirs exprimés ne sont pas des déclarations d'intention mais les jalons d'une pratique réelle et quotidienne à inventer. En fait, c'est une question de langage, de sémantique puisqu'il s'agit de redonner aux mots leur sens premier, leur sens fort face aux dégénérescences provoquées par les utilisateurs moyens du langage qui qualifient de révolutionnaire telle marque de lessive et se prennent eux-mêmes pour contestataire parce qu'ils estiment que tout n'est pas parfait dans la société et que des réformes sont à entreprendre. En retrouvant le sens fort des mots, en l'associant à une pratique, les contestataires définissent à la limite un nouveau concept qui est totalement différent de celui que l'acception courante lui attribue.

Etre maître de son destin

Avoir le pouvoir sur sa vie, la possibilité de décider de ses propres activités, en un mot être libre et autonome est une condition nécessaire pour que l'individu puisse donner un sens à son existence.

> "Ce n'est qu'en supprimant le pouvoir oppresseur cause d'aliénation, que l'individu retrouvera sa voie véritable, la liberté, source d'épanouissement". (2)

---

(1) Raymond Aron: Essai sur les libertés Calmann - Lévy - 1965

(2) L'Impact (Journal du CEGEP de Chicoutimi) no 9 - 18 avril 1969. Editorial

"On refuse une société en s'appuyant sur la créativité humaine, sur la liberté historique des hommes, capables de progrès et de nouveau". (1)

"L'individu à l'intérieur de la collectivité est libre; il est libre en ce sens qu'il est responsable face à lui-même et face à la collectivité". (2)

"Nous voulons être des hommes mais des hommes libres et responsables". (3)

C'est un acte de foi en l'homme, une conviction profonde en ses capacités puisque loin de conduire à une libération sauvage et anarchique, l'homme libre serait "épanoui", "responsable" et "capable de création". "La seule matière première que n'a pas encore expérimenté notre époque expérimentale, c'est la liberté de l'esprit et des conduites" (4). Cette affirmation, même si elle est empruntée à un groupe étranger, traduit parfaitement le projet des contestataires québécois: en plus de dénoter un volontarisme certain, elle pose la question: pourquoi pas? pourquoi ne pourrait-on pas essayer de former une société avec des individus véritablement libres, sans préjuger à l'avance des résultats? Question peut-être naïve mais n'avons-nous pas dit que ce sont précisément des naïvetés de cet ordre qui constituent la toile de fond de l'idéologie des contestataires?

Dans l'optique des contestataires une telle liberté ne pourra émerger que le jour où les conditions qui la réfrènent actuellement seront éliminées, lorsque le "pouvoir oppresseur" sera supprimé comme oppresseur et peut-être aussi comme pouvoir (nous reprendrons ce point plus tard), lorsque l'autorité, sous toutes ses formes, sera abolie pour laisser place à l'initiative de chacun.

---

(1) CEGEP de Sherbrooke - Rapport présenté en assemblée publique d'information le 18 novembre 1968. (Citation tirée d'Emergences sept.-oct. 1968)

(2) CEGEP Lionel-Groulx, document rédigé par quatre étudiants, novembre 1968.

(3) Le Démocrate (Journal du CEGEP Ahuntsic) no 2 - octobre 1968

(4) Internationale situationniste no 8, op. cit.

Au refus brutal de l'autorité qui oblige à la soumission

"Je rampe
tu rampes
il rampe
nous ne rampons pas
vous rampez
ils rampent" (1)

s'adjoint la volonté de s'occuper de ses propres affaires, de son devenir.

"Pour ce qui est de l'efficacité des CEGEP et des problèmes actuels nous pensons que c'est à nous d'essayer de trouver des solutions adéquates puisqu'enfin c'est nous qui vivons et vivrons dans ce milieu d'évolution (société nouvelle). Cher Monsieur si votre vie est faite, la nôtre ne l'est pas et de grâce laissez-nous la faire". (2)

"Occupons-nous en permanence de nos problèmes".(3)

Il leur faut montrer à l'opinion publique que cette volonté s'assortit d'une capacité réelle, pour les étudiants en tant que groupe, de remplir le rôle qu'ils s'assignent. L'image qu'ils veulent en donner est celle de personnes responsables de leurs actes, réfléchissant sur les problèmes rencontrés et les prenant au sérieux, se sentant concernés par l'avenir de la société et du Québec et non celle de jeunes écervelés qui essaient de résoudre leur crise d'adolescence par un rejet pur et simple de l'autorité.

"Ce sont les étudiants qui sont les plus aptes à résoudre leur propres problèmes" (4): c'est cette même aptitude qui va sous-tendre toute la doctrine du pouvoir étudiant.

---

(1) L'Antenne (Journal du CEGEP Edouard-Montpetit) no 4 8 novembre 1968
(2) Le Démocrate (Journal du CEGEP Ahuntsic), op. cit.
(3) Tract anonyme - CEGEP de Salaberry-de-Valleyfield
(4) Gachepé (Journal du CEGEP de Gaspé), no. 2, novembre décembre 1968.

Ce libre choix, cette autonomie doivent trouver leur concrétisation dans la participation de chacun à l'élaboration des décisions le concernant. Cette participation est une nécessité dans la logique des contestataires, elle n'a pas de fondement scientifique mais trouve sa raison dans l'idée que l'on se fait de l'homme, de l'homme total pour reprendre une expression du langage marxiste: "il faut bien préciser que cette responsabilité (de l'individu) n'est pas établie par des à priori d'ordre technologique, mais par la possibilité qu'a chacun de créer et de faire évoluer le groupe, et vice-versa en ce qui concerne le groupe vis-à-vis l'individu". (1) Pour qu'elle devienne réalité il faut que les éléments les plus conscients rendent cet impératif tangible à l'ensemble du monde étudiant et, à la limite, à l'ensemble de la population québécoise. C'est cette volonté d'impliquer tout un chacun dans le processus de prise de décision qui a conduit les exécutifs des associations étudiantes locales et, plus généralement, du syndicat en tant que tel à remettre en cause leur leadership. Voici en quels termes un journal étudiant commentait la dissolution de l'AGEUM:

> "Les membres de l'exécutif de l'AGEUM, comme ceux d'autres exécutifs étudiants, ne veulent plus être représentatifs d'une masse d'étudiants, qui n'a jamais son mot à dire, ne veulent plus que l'administration s'adresse à eux pour résoudre les problèmes au lieu d'aller en parler avec les gens concernés, ne veulent plus jouer les hypocrites en parlant de démocratisation, de décentralisation et de participation; ils ont donc décidé de se saborder". (2)

De même durant la crise d'octobre l'UGEQ mettait en garde tout exécutif d'association afin qu'il respecte l'autonomie des membres de la collectivité étudiante:

---

(1) CEGEP Lionel-Groulx. Document de novembre 1968, op. cit.
(2) Le Thérésien (Journal du CEGEP Lionel-Groulx) no 10 20 mars 1969.

> "nous condamnerions actuellement tous les exécutifs étudiants d'associations étudiantes ou autres organismes non étudiants qui se prétendraient représentatifs des expressions des différents milieux et qui voudraient à ce titre définir les problèmes et les solutions". (1)

Mais cette capacité de se comporter en homme libre et autonome ne vient pas naturellement, elle s'acquiert par une démarche personnelle et volontariste pour aboutir à une nouvelle mentalité.

Création d'une nouvelle mentalité

> "L'individu se veut davantage "créateur" et non plus "créé" de toutes pièces par cette société que nous contestons. L'individu "créateur" effectue d'abord une démarche personnelle et quotidienne de réaction, d'implication et d'objectivation de situations vécues. Nous avons à nous libérer d'une société sécurisante, englobante, impersonnelle et hiérarchique, d'une société où la machine ordonne à l'homme. Cette démarche continuelle, cet effort de désinstallation individuel que chacun doit reprendre quotidiennement est souvent pénible". (2)

> "Pour critiquer la société (l'étudiant doit) détruire toute l'éducation bourgeoise dont les grands principes ont baigné toute son enfance et son adolescence. Tous ces dogmes dont il était imprégné plus ou moins consciemment l'oblige à une rupture totale avec son passé". (3)

L'attitude critique des contestataires passe par la remise en cause de leur propre personnalité, des structures mentales et physiques qui la sous-tendent. Elle est une implication totale de chacun dans ce qu'il y a de plus

---

(1) UGEQ - Communiqué de presse du 13 octobre 1968.
(2) Réal Valiquette (étudiant au CEGEP Lionel-Groulx): le pouvoir étudiant. Le Devoir, 16 octobre 1968.
(3) Le Délicat (Journal du syndicat étudiant du CEGEP de Rosemont) no 2, 1er septembre 1968.

personnel et de plus intime. Vouloir se refaire, se dégager des structures qui les ont modelés pour retrouver l'homme réel, capable de création (1) est un projet qui fait partie intégrante des aspirations des contestataires. L'occupation, de par les conditions particulières dans lesquelles elle place ceux qui la vivent a accéléré ce processus de transformation des individus dans leur mentalité et dans leur perception des choses:

> "Ce qu'on a transformé durant l'occupation, c'était pas des structures à tout casser, c'est des gars, des gens qui se sont faits durant l'occupation". (2)

> "A court terme, l'occupation aura sensibilisé les gens à des faits qu'ils veulent ignorer, leur aura ravi cette tranquilité à laquelle ils tiennent tant, les aura traumatisés. Ils sont plus lucides".(3)

Et ceci est caractéristique de la démarche des contestataires (nous le retrouverons lorsque nous aborderons leur stratégie): plus que par des paroles demandant aux gens de prendre conscience d'un certain nombre de problèmes, on les provoque, les bouscule dans leurs idées et attitudes passives et sécurisantes pour réussir un "coup d'état psychologique" qui "réveillera" (3) l'individu, le libérera des contraintes quotidiennes et lui permettra de créer. Le processus trouve son aboutissement dans la création d'une mentalité nouvelle qui, mise en pratique par un individu, lui fera adopter une attitude particulière face aux énénements auxquels il sera confronté. C'est ainsi que plusieurs contestataires définissent la contestation d'abord comme une attitude qui permet à un individu de réagir à un moment donné de telle façon: "cette attitude de vie nous permet d'être toujours en état d'alerte". (4)

---

(1) L'Antenne (Journal du CEGEP Edouard-Montpetit) no 3 18 novembre 1968
(2) La Presse, 29 octobre 1968: table ronde entre étudiants
(3) Le Mercure (Journal des H.E.C.) no 9 - 30 octobre 1968
(4) Entrevue avec les étudiants du CEGEP de Jonquière - 29 avril 1969.

> "Ce qui aurait remplacé notre mentalité cartésienne, judéo-chrétienne, capitaliste: c'est une mentalité "intuitive" avec laquelle vous auriez capté le monde avec vos tripes... enfin tout votre être, non seulement avec votre raison. (...) Cette mentalité "intuitive" ne pouvait s'inscrire dans un système. On vous demandait de détruire un système , mais ce système c'était vous... il s'était incarné en vous. Il fallait donc vous changer vous-même". (1)

Ce texte très riche et dense caractérise cette mentalité nouvelle: à la toute puissance de la raison objective héritée du cartésianisme l'auteur oppose "l'intuition", la subjectivité. Il valorise la perception affective des choses où l'homme est un et où ses sentiments doivent transparaître dans sa vision du monde. Mais il souligne un autre aspect: la difficulté d'opérer en soi-même une mutation aussi radicale. Il regrette que les gens n'aient pas "marché", ne soient pas allés assez loin au point de se changer eux-mêmes. Il va de soi que si les contestataires placent cette exigence d'un changement de mentalité au nombre des préalables pour une contestation authentique, ils s'assignent un rôle de ferment en même temps qu'ils acceptent de prendre le temps qu'il faudra pour réaliser leur projet. "La première chose qu'il faille accepter dans un mouvement de contestation, c'est que ça prend du temps".(2)

Cette exigence d'une transformation des individus rejoint une des préoccupations de Marcuse puisque ce dernier exclut toute possibilité de changement social sans une mutation des indivudus eux-mêmes car il ne s'agit pas uniquement de modifier les structures mais les rapports sociaux.

> "L'administration totale du capitalisme et l'introjection qu'elle provoque, soumettent la conscience à une détermination sociale à peu près totale et immédiate, elles la fondent directement. Dans ces conditions, le chargement radical de la conscience devient le début, le premier pas vers le changement de l'existence sociale - vers l'apparition du nouveau sujet"(3).

---

(1) L'Antenne (Journal du CEGEP Edouard-Montpetit) no 4 8 novembre 1968
(2) Document de novembre 1968. CEGEP Lionel-Groulx, op. cit.
(3) Herbert Marcuse: Vers la libération (Ed. de Minuit 1969) p. 74.

La recherche des contestataires en vue de valoriser l'individu les conduit à s'attaquer au genre de vie que la société les oblige à mener. Par opposition, il s'agit de promouvoir un nouveau style de vie qui soit véritablement humain et épanouissant.

Vouloir vivre

Ce nouveau style de vie est caractérisé essentiellement par une volonté de vivre intensément, un refus de toutes les contraintes qui sont un frein à l'expression des penchants naturels des individus.

> "Les jeunes militants savent, ou sentent, que c'est tout bonnement leur vie qui est en jeu, la vie d'êtres humains devenue le jouet des politiciens, des hommes d'affaires et des généraux; par leur révolte, ils veulent la soustraire à cette autorité, pour la rendre enfin digne d'être vécue" (1).

En insistant sur cet aspect Marcuse touche du doigt ce qui constitue le fond commun des révoltes étudiantes dans les pays de technologie avancée. Ce qui est d'abord perçu par l'individu contestataire ce sont ses propres possibilités d'épanouissement, sa volonté de vivre une existence "digne" et c'est à partir des obstacles qu'il rencontrera dans la réalisation de ce projet qu'il élaborera une critique de tout l'existant: structures et mode de vie. "On prend d'abord conscience de sa liberté et de son pouvoir créateur ensuite on conteste et cherche des voies nouvelles vers un monde plus humain". (2)

Cette optique entre dans la suite logique de ce que nous disions antérieurement sur la foi que les contestataires placent en l'homme, leur croyance inébranlable dans un épanouissement total de l'homme libéré.

> "Le quotidien est miné par la conscience, claire ou obscure, que quelque chose ne tourne pas rond, est inacceptable, que quelque chose d'autre serait possible". (3)

---

(1) Herbert Marcuse: Vers la libération op. cit. - p. 10
(2) CEGEP de Sherbrooke - Rapport préliminaire, op. cit.
(3) Guy Lafleur (ex-directeur du Quartier Latin, journal des étudiants de l'Université de Montréal): le pouvoir étudiant

Qu'est-ce qui serait possible? En dehors des affirmations verbales où on parle de "vivre intensément" "vivre libre et heureux", de "bonheur" qui constituent déjà en elles-mêmes les éléments d'un programme, on tire les conclusions de l'expérience de l'occupation et l'on propose des lignes de force pour la construction d'un modèle de rechange: redécouverte de la portée d'une existence communautaire où tous se connaissent, parlent le même langage et se comprennent, importance de l'aspect "fête" qui permet "de faire ce qu'on veut, sans être insérés dans les relations hiérarchiques et militaires qui coupent l'initiative" (1) et qui s'oppose à l'ennui d'un quotidien identique au jour le jour, importance pour chacun d'avoir une opinion et de la faire valoir, etc. M. Léon Debien, directeur des services pédagogiques du CEGEP Lionel-Groulx, dans ses réflexions sur l'occupation retient cet aspect comme primordial:

> "Le problème de la participation ne s'exprime pas d'abord par la manifestation du pouvoir étudiant, mais par un vouloir-vivre. Retrouver l'individu, la chaleur des petites communautés à taille humaine, telle est l'aspiration première des étudiants. Et cette aspiration ne pouvait se réaliser que par la participation à une fête qui donnerait à chacun le pouvoir d'être, de faire et de créer". (2)

> "Jusqu'à présent l'emploi de la technique ou, plus largement le contexte économico-social où se définit l'activité humaine, a diminué quantitativement les occasions de souffrance et de mort, tandis que la mort s'installait comme une maladie incurable dans la vie de chacun". (3)

Si la formulation des contestataires québécois n'est pas aussi précise et systématique que celle de ce groupe situationniste, elle relève du moins de la même préoccupation, à savoir, remplacer l'ennui de vivre par une joie de vivre. "On s'anéantit inconsciemment, à feu qui baisse irréversiblement. On attend, on vivote, on subsiste, on s'étiole..." (4), il faut renverser la vapeur et mettre l'accent sur la fête que pourrait être la vie quotidienne vécue dans un autre contexte.

---

(1) CEGEP Edouard-Montpetit: l'occupation: processus en plusieurs étapes - 19 octobre 1968 (auteur anonyme)
(2) Léon Debien: Une fête marquée... l'occupation du CEGEP - 6 janvier 1969
(3) Internationale Situationniste no 8 - op. cit.
(4) Gachepé (Journal du CEGEP de Gaspé) no 1 - Sept. oct. 1968

Projet imposant et considérable, s'il en est, et à la fois simple et naïf puisqu'il repose sur l'idée que la vie vaut la peine d'être vécue: les contestataires nous ont habitués à cette contradiction, à cette jonglerie entre deux termes sinon antithétiques, du moins opposés.

Si nous avons insisté aussi longuement sur tous les aspects de cette revalorisation de l'homme, dans l'optique des contestataires, c'est que celui-ci est le fondement même et le point d'appui de leur critique de la société.

II- CRITIQUE DE LA SOCIETE ET CONTESTATION GLOBALE

En effet, il y a une liaison très forte entre leur conception de l'homme et la critique qu'ils adressent à la société: c'est parce qu'ils estiment l'homme lésé, mutilé dans ses capacités qu'ils sont acerbes vis-à-vis de la société.

L'absence d'une critique rigoureuse

Ce qui frappe à la lecture des écrits des contestataires pour tout ce qui touche cet aspect de la contestation, c'est l'absence d'une critique élaborée et systématique de la société. Des affirmations sont lancées, des constatations sont faites, de nouvelles orientations sont avancées sans que tout cela soit orchestré d'une façon logique et cohérente: on s'en tient à des considérations humanistes (pas au sens de l'humanisme traditionnel mais telles que nous les définissions précédemment) sans mettre à jour la logique même du "système" qui engendre cet état de fait. Par exemple, on ne critique pas la publicité comme étant le prolongement nécessaire d'une économie développée dans l'obligation de créer des besoins pour vendre ses produits, mais parce qu'elle "conditionne l'être humain, lui suggère la création et l'asservissement de besoins secondaires" (1): l'exprimer sous cette forme n'est pas faux, mais l'asservissement de l'homme n'est qu'une conséquence du développement de l'économie à la recherche de profit et non un phénomène autonome.

---

(1) Impact (Journal du CEGEP de Chicoutimi) no 9 - 18 avril 1969.

Un certain nombre d'éléments peuvent être avancés pour expliquer cette situation. Nous n'en mentionnerons que quelques-uns, à nos yeux plus significatifs, mais sommes conscients qu'ils n'apportent pas, à eux seuls, une compréhension suffisante.

La nouveauté d'un mouvement émergeant sous cette forme explique en partie l'absence d'une formulation rigoureuse des critiques adressées à la société, les contestataires n'ont pas encore eu à soutenir leurs idées face à l'opinion publique et ignorant quelles réactions ils vont susciter, ils ne peuvent ajuster leur langage en conséquence.

Par ailleurs, dans les sociétés occidentales, les enjeux politiques fondamentaux, les objectifs à atteindre sont rarement explicités: la politique générale de même que les politiques particulières dans chacun des domaines spécifiques (secteurs économique, social, etc.) ne sont jamais déterminées par avance, planifiées à long terme et chaque geste posé par les gouvernements occasionne les réflexions des observateurs politiques tentant de discerner la signification globale et la portée pour l'avenir de l'événement particulier. On y parle beaucoup de démocratie, de participation ou de croissance sans que ces mots soient affectés d'un sens déterminé ce qui permet et justifie tous les compromis et manquements. Dans ces conditions, les contestataires des pays industrialisés ne peuvent opposer un programme précis au programme de l'équipe dirigeante qui permettrait de souligner les oppositions et de faire des propositions concrètes. Ils s'en tiennent à des généralités, à des suppositions sans pouvoir pénétrer dans le détail. C'est ainsi que les contestataires québécois s'attacheront davantage à critiquer les dirigeants en tant que tels plutôt que leurs politiques et leurs objectifs.

Un autre point important tenant aux caractéristiques spécifiques des contestataires vient s'ajouter: en effet, pour eux, ils n'ont pas à donner la preuve du fondement rationnel de leur critique. Le seul fait qu'ils soient hommes, brimés dans leur développement naturel et à la recherche d'un épanouissement véritablement humain justifie toutes les contestations possibles. C'est pour la même raison qu'ils s'expriment dans un langage où leur sensibilité et leur affectivité priment; ce n'est pas uniquement leur raison qui les guide mais tout leur être sensible.

Page 15 manquante

"Ce qu'on conteste, c'est bien sûr, un certain nombre de mesures à portée immédiate, mais aussi un système d'éducation, un ensemble de facteurs éducationnels et autres qui finalement remettent en question non moins que la société elle-même, la culture qu'elle véhicule et un certain type de relations entre les hommes". (1)

C'est pourquoi les modalités pratiques de fonctionnement du système d'éducation en tant que telles n'intéressent pas les contestataires: les prêts-bourses, les débouchés au sortir du CEGEP, la seconde université de langue française à Montréal sont des détails, "significatifs d'une réalité, la réalité québécoise qui est écœurante" (2), mais des détails qui ne doivent pas recevoir de solutions chacun dans leur individualité. Il est certain que ces points ont été discutés par tous durant l'occupation, mais il s'agissait par le biais des discussions de former des individus, de leur apprendre à penser, de les ouvrir à une autre mentalité plus que de trouver des solutions aux problèmes posés.

Nous sommes là au coeur du problème. Les contestataires étudiants refusent d'aménager leurs maisons d'enseignement pour en faire des paradis si, hors de ces cadres, la société québécoise n'a pas bougé. C'est ce qui fait dire à Martine Corrivault que, "pour les collégiens et les étudiants contestataires, le fond de la question concerne l'avenir même du Québec" (3); et les étudiants de Maisonneuve lancent le slogan: "Hier nous occupions les CEGEP, demain ce sera le Québec".(4)

Lorsque l'interrogation des contestataires porte sur le système d'éducation, elle aborde d'emblée la question de sa finalité: d'une part pour critiquer celle que la société lui assigne, d'autre part pour exposer leur conception de l'école et du rôle qu'ils aimeraient lui voir attribuer.

L'école est accusée d'être un puissant facteur d'intégration en obligeant les élèves à adopter un comportement passif et soumis: l'accent est mis sur l'acquisition des connaissances au détriment du développement de l'intelligence et de la personnalité. Et il ne peut en être autrement car l'école remplit

---

(1) L'Impact (Publication d'un groupe d'étudiants du CEGEP de Rouyn-Noranda), no 6 - 15 octobre 1968.
(2) Entrevue de Jonquière - 29 avril 1969.
(3) Martine Corrivault: Le Soleil, 17 octobre 1968.
(4) Le Trait d'Union (Journal du CEGEP de Maisonneuve) no 6, 5 novembre 1968.

le rôle que la société lui délègue, cette dernière soucieuse, avant tout, de se ménager une vie la plus longue possible a besoin d'individus capables d'occuper des fonctions définies par avance et non pas d'individus susceptibles de critiquer son fonctionnement. Les étudiants ne sont pas les seuls à dénoncer cet état de fait, tous ceux qui, à quelque niveau que ce soit, reconnaissent la nécessité d'un certain changement, partagent cette opinion sur l'éducation traditionnelle.

> "Voici le cercle vicieux dans lequel se débat actuellement l'école: née d'un système économico-social qui transforme l'homme en instrument de production, elle contribue de plus en plus, par sa philosophie même, à valoriser ce système et à annihiler chez les jeunes toute velléité de remise en question.
>
> L'école de masse est un monstre. Un monstre parce qu'il est un refus des droits de l'individu, parce qu'elle avilit l'homme. (1)"

> "L'éducation est limitée parce que l'instruction capitaliste joue deux fonctions essentielles.
>
> D'un côté, fabriquer des exploiteurs, des gens qui apprendront comment voler les autres. Ce sera l'élite universitaire: médecins, avocats, directeurs de compagnies, technocrates de tous ordres.
>
> D'un autre côté, le système d'éducation fournira la main-d'oeuvre spécialisée pour continuer à faire fonctionner le régime capitaliste. Ce seront les finissants d'écoles normales; d'écoles techniques, les ingénieurs etc. Ils ne sont pas nombreux mais essentiels.
>
> La balance des travailleurs n'a pas droit à l'éducation (la vraie). Ils sont considérés comme de la main-d'oeuvre à bon marché plus facile à exploiter.
>
> Et tout ce beau système d'éducation produit essentiellement des conformistes (qu'ils soient exploiteurs ou exploités) des gens à qui l'on n'apprend

---

(1) M. Emile Robichaud (principal d'une école secondaire de Montréal), Le Devoir, 15 novembre 1968.

pas à réfléchir sur le système mais à s'y trouver une place d'enfant sage."(1)

"...Ce qui existe actuellement en fait d'universités ne sert qu'à former les futurs exploiteurs de la société de demain". (2)

"A l'heure où le système d'enseignement commence à correspondre à une réalité quelconque, nous en sommes arrivés à un point où le développement de celui-ci nous force à poser le problème des finalités: il faut le mettre en relation avec ce qu'on veut faire du Québec et avec la forme de participation de la population que l'on désire". (3)

"(le mouvement) aura déjà eu bien sûr pour effet d'amener à la lutte politique des milliers d'étudiants comme il aura permis à des milliers de nos citoyens d'espérer chez nous une réflexion devant le fauteuil d'exploiteur qu'a toujours impliqué un niveau élevé d'éducation". (4)

"(...) quels sont les buts de l'école, tels que désignés par la société qui l'engendre, la finance et par conséquent, la régit?

1) propager un faux humanisme dont le premier souci est le respect des traditions;

2) assurer, à la manière de l'industrie, la production de citoyens consommateurs, conformistes, en les conditionnant à s'aligner sur les objectifs sociaux déjà posés; triomphe de l'école à mentalité économique (concurrence, compétition)". (5)

"Ce qui compte pour nous ce n'est pas de se dépêcher à occuper une place choyée dans la société mais c'est de devenir des hommes lucides et autonomes qui pourront conserver devant la société une certaine distance qui nous permettra de la critiquer continuellement". (6)

(1) La Masse - Journal des travailleurs québécois, no 7 - 15 septembre 1968.
(2) Communiqué du MIS- Chambly in Le Poing - 13 octobre 1968.
(3) Richard BRUNELLE (de l'UGEQ) au Colloque des affaires québécoises, Mc Gill - 20 janvier 1968.
(4) Claude CHARRON (Vice-président de l'UGEQ): le pouvoir étudiant - Le Devoir , 23 octobre 1968.
(5) Tract diffusé au CEGEP Edouard-Montpetit
(6) Le Pouvoir étudiant: tract du CEGEP de Salaberry-de-Valleyfield.

Cette série de critiques, choisies volontairement parmi des gens d'horizons divers pour montrer que les contestataires étudiants ne sont pas les seuls à poser le problème en ces termes, ne sont pas uniquement négatives et on voit se dessiner derrière elles tout le projet de l'école nouvelle basée sur des principes pédagogiques renouvelés: respect de l'autonomie et de l'individualité de chacun, pédagogie centrée essentiellement sur le développement de l'enfant, sur la formation de son jugement et de son sens critique, etc. Mais de la même façon que dans la critique, on établit une relation causale entre les exigences de la société d'un côté et la fonction remplie par l'école de l'autre, on n'envisage pas de modifier le système d'éducation sans transformer, corrélativement, le système social dans lequel il s'intègre et duquel il reçoit la définition de sa fonction. Les contestataires se placent à un niveau de généralité tel qu'ils centrent davantage leurs réflexions sur les rapports entre la société et l'éducation et sont, par le fait même, amenés à critiquer la société, que sur les modalités de fonctionnement du système d'éducation.

La problématique de la société moderne

Plutôt que de reprendre les critiques inspirées plus ou moins de Marcuse ou du moins qui les rejoignent, il semble plus important de dégager les variables fondamentales de la société moderne, tenter de dégager les différences par rapport à la société traditionnelle qui engendrent ce type particulier de révolte que nous connaissons.

André Malraux, dans une interview accordée à une station de radio française le 21 juin 1968, insistait sur l'universalité des luttes étudiantes et en concluait: "c'est pourquoi je pense que nous avons affaire, dans le monde entier, à un événement considérable. La jeunesse, en ce moment, ne s'adapte pas et, d'autre part, l'enseignement, même prodigieusement modifié, parce qu'on va pouvoir modifier le nôtre, cela ne suffira pas. Il y a quelque chose de profond là-dessous qui reste le point essentiel" (1). Et ce point essentiel réside, d'après l'interviewé, dans les caractères particuliers que possède notre civilisation.

En tout premier lieu, il y a la technique, la machine. Les contestataires, contrairement à certains jugements que l'on a porté sur eux, ne sont pas nihilistes ou individualistes au point d'en revenir aux rêveries de l'état de nature et du "bon sauvage". Le progrès technique a permis de dominer

(1) Citée par Philippe Labro: "Ce n'est qu'un début" (1968 Editions et Publications Premières)

la nature, de libérer l'homme des contraintes matérielles et immédiates et c'est indéniablement positif; ce qui est en cause, c'est l'organisation et l'utilisation qui en est faite. L'organisation des moyens techniques est telle qu'elle ne permet pas une libération de l'homme; l'énergie canalisée devrait être réorientée, investie dans un certain nombre de domaines particuliers pour qu'elle soit véritablement au service de l'homme en le libérant des tâches astreignantes. La vie quotidienne, au jour le jour des individus n'est en rien transformée par la conquête de la lune ou la maîtrise de l'énergie atomique; or une des premières réalisations qui représenterait véritablement un progrès pour l'homme serait de lui permettre d'échapper à son ennui quotidien et d'exprimer toutes les possibilités de création, de liberté, d'imagination qu'il a en lui.

> "Nous refusons un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de périr d'ennui". (1)

D'autre part, même dans les secteurs "libérés", par exemple les moments de loisir, l'homme n'est pas libre. Il n'a que la liberté de choisir entre un nombre déterminé d'options qui lui sont proposées, options établies selon d'autres critères que son épanouissement: la rentabilité, le conformisme, etc. L'homme est le jouet de ce qui se trame au-dessus de lui et finalement contre lui; il s'agit de lui redonner le contrôle de ce monstre technique qu'il a lui-même enfanté. "La volonté de donner à l'homme la maîtrise sur les connaissances et sur la mécanique des sociétés peut conduire au rejet pratique de connaissances et de mécanismes jugés trop complexes pour être placés sous le contrôle direct et immédiat de l'individu ".(2) Est-ce à dire que l'enfant ne reconnaît plus ses parents? Qu'il se développe d'une façon autonome sans qu'une autorité quelconque puisse le contrôler? La technique vaut-elle la peine que l'on s'immole à ses pieds? Tout progrès est-il positif? Il n'est pas de notre propos de répondre à ces questions, mais le mérite des contestataires est de les avoir posées. (3)

---

(1) L'en Demain (Journal du CEGEP de Limoilou) no 5, 13 novembre 1968. Les étudiants citent un slogan qui a eu cours au mois de mai 1968 en France.
(2) M. Léon Dion: "Réflexion sur la doctrine "unidimensionnelle" et ses aboutissements" - Le Devoir 4 et 5 juin 1969.
(3) Toutes ces considérations sur la technique ont été faites par les contestataires de Jonquière au cours de l'entrevue de groupe que nous avons eue avec eux.

En second lieu pour caractériser la crise des valeurs qui sévit dans les sociétés occidentales André Malraux, dans l'interview citée précédemment, parle de l'absence de conscience que la civilisation actuelle aurait de son propre développement: "aujourd'hui, la civilisation en quelque sorte, se développe à vide" par opposition aux civilisations (comme la civilisation chrétienne) qui "étaient à l'intérieur d'une conscience". (1) Ce qui voudrait dire que les sociétés ne trouvent plus de justification à leur organisation, à leur rationalité et ne feraient que survivre selon une logique antérieure: très vite elles se révèleront donc inadaptées aux besoins nouveaux toujours naissants. L'évolution de ces sociétés qui se développent à vide se laisse entrevoir, en autant qu'elle relève encore de l'imaginaire et non du réel: la hiérarchie, utile en un temps, se sclérose pour se justifier, l'autorité "s'autoritarise" pour éviter de se remettre en question, les valeurs surannées tentent de s'imposer, ce qui n'était que contrainte devient oppression, répression, aliénation. Est-ce une anticipation, une réalité ou une hypothèse déraisonnable? En fait les analyses des économistes confirment cette tendance des sociétés developpées à s'orienter vers un autoritarisme de plus en plus caractérisé:

> "Par un curieux paradoxe dans presque tous les états modernes l'on assiste aujourd'hui à une montée de l'exécutif, par la force des choses, à une dévalorisation des Parlements (...) Mieux armé que le Parlement pour faire face aux transformations de la vie politique dans les sociétés industrielles, l'exécutif a tendance à monopoliser les décisions politiques, à chercher à les prendre seul (avec ses administrateurs, ses techniciens, ses experts), à reléguer le Parlement dans une position subalterne" (2).

Tout revient en définitive à une question de pouvoir, pouvoir détenu par une minorité oublieuse des désirs de la majorité. "Le problème ne réside pas dans la minorité étudiante qui conteste mais bien dans la minorité dirigeante qui réprime: c'est cette dernière qui mine notre société et notre avenir" (3). Et cela a été un des points communs sur lequel se retrouvent tous les contestataires des sociétés occidentales: s'opposer au dirigisme, à l'autoritarisme au nom du droit

---

(1) André Malraux - interview du 21 juin 1968, op. cit.
(2) Henri Bartoli (professeur à la Faculté de Droit et sciences économiques de Paris): Systèmes et structures économiques (La Cité du Droit - Paris 1966)
(3) Le Quartier Latin no 16 - 2 janvier 1969.

de chacun à gérer ses propres affaires et à participer à la prise de décisions concernant la collectivité. Cette opposition se situe dans la ligne directe de ce que nous disions précédemment puisque la technique permettant une domestication toujours plus grande de la nature, la question qui se pose est de savoir quelle utilisation faire de ce secteur dominé, et la réponse n'est pas à donner par un quelconque spécialiste mais par tout individu puisque c'est toute son existence qui est en cause. La critique porte non sur la technique comme telle et son évolution mais sur le pouvoir hiérarchisé qui l'organise, l'asservit à ses fins propres et la freine dans son évolution car sa rationalité est trop restrictive pour qu'il n'y ait pas un fossé énorme entre l'état actuel de la technique et son développement possible.

> "Il faut mettre au jour la contradiction entre la positivité de la transformation de la nature, le grand projet de la bourgeoisie, et sa récupération mesquine par le pouvoir hiérarchisé qui, dans toutes ses variantes actuelles, suit le modèle unique de la "civilisation" bourgeoise (...) Le vieux schéma de la contradiction entre forces productives et rapport de production ne doit certes plus se comprendre comme une condamnation automatique à court terme de la production capitaliste qui stagnerait et deviendrait incapable de continuer son développement. Mais cette contradiction doit se lire comme la condamnation du développement à la fois mesquin et dangereux que se ménage l'autorégulation de cette production, en regard du grandiose développement possible qui s'appuierait sur la présente infrastructure économique"(1).

Ces considérations générales bien que trop rapides et schématiques permettent toutefois de dégager trois axes de réflexion essentiels autour desquels se greffe la majorité des critiques des contestataires: le premier porte sur les rapports hiérarchiques et autoritaires qui gouvernent les rapports sociaux, le second examine les possibilités de démocratie effective et de participation réelle et le troisième rend compte des critiques touchant aux valeurs véhiculées par le système global.

---

(1) Internationale Situationniste, no 8, op. cit.

Les relations hiérarchiques.

> "Le conflit central autour duquel tous les autres s'ordonnent se dévoile comme le conflit entre dirigeants et exécutants. La contradiction insurmontable qui organise le déchirement de cette société se manifeste dans la nécessité pour le capitalisme bureaucratique d'exclure les hommes de la gestion de leurs propres activités et son impossibilité d'y parvenir (s'il y parvenait, il s'effronderait aussitôt et de ce fait même). Son expression humaine et politique se trouve dans le projet des bureaucrates de transformer les hommes en objet (...) et le refus des hommes de se laisser faire" (1).

Décision d'un côté, exécution de l'autre et entre les deux une hiérarchie rigide agissant à tous les niveaux de la pyramide sociale afin d'imposer des mesures prises au sommet, les contestataires ont été sensibles à cet aspect de l'organisation sociale dans la mesure où elle brime la spontanéité et l'expression directe des individus.

> "Le problème auquel font face les étudiants se situe à un niveau très global, c'est-à-dire qu'ils remettent en question les liens qui relient l'homme et la société et plus précisément les relations d'autorité et de hiérarchie qui caractérisent la vie sociale" (2).

Dans son fonctionnement, cette organisation hiérarchique est obligatoirement lourde, sans souplesse, oppressive pour l'individu puisqu'elle véhicule les orientations et volontés d'un pouvoir qui se veut la conscience du peuple empêchant le peuple d'avoir sa propre conscience:

> "(...) une bureaucratie énorme qui étouffe les éléments spontanés, les éléments créateurs non seulement chez les étudiants mais dans la population en général" (3).

---

(1) Jean-Marc Coudray: la révolution anticipée in Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray: Mai 1968: la Brèche (Fayard), 1968.
(2) Le Délicat, no 2 - op. cit.
(3) Sept-Jours: Etudiants: notre table ronde. 21 septembre 1968.

"Nous vivons dans un régime de dictature qui vise à abrutir l'individu en le privant de tout sens humain. L'autorité a instauré l'oppression morale, poison infusé à doses successives qui à brève échéance, détruit toute résistance mentale. Tout ce qu'une plus grande technicité a réussi à produire, c'est des instruments d'asservissement, de destruction autrement raffinés que les armes offensives primitives". (1)

Car l'oppression ressentie et vécue au jour le jour dans tous les domaines de la vie quotidienne est entretenue par le pouvoir puisque ne faisant rien pour modifier cet état de choses, il le cautionne au moins tacitement.

"L'étude de nos revendications débouche sur l'économie qui est inadéquate, sur la politique gouvernementale qui prône comme doctrine l'immobilisation permanente, sur la société qui exprime ce qu'on veut bien lui faire exprimer". (2)

M. Gérard Marier, professeur de philosophie au Centre des études universitaires de Trois-Rivières réfléchissant sur le phénomène de contestation (3) abordait ces deux "contradictions de notre culture":

"Notre culture prétend libérer l'homme (...) des contraintes physiques par l'arraisonnement de la nature, des contraintes psychologiques par le retour intelligent sur son histoire personnelle, des contraintes sociales par la participation etc, etc. Pourtant, notre culture aliène l'homme comme aucune autre civilisation ne l'a fait parce qu'elle l'aliène sous les dehors d'une libération" (l'auteur cite en référence Marcuse et sa notion de "l'esclavage sublimé"). (...) Une autre contradiction tiraille notre culture: l'immobilisme, sous les apparences du changement. Toutes les réformes sont possibles, mais après leur mise en marche, tout changement, fut-il mineur, est intolérable car de proche en proche, il finirait par remettre en question l'ensemble du projet. Or, l'ensemble du projet ne saurait être remis en question à cause de son ampleur même".

---

(1) L'Impact - no 9, op. cit.
(2) Le Poing (Journal du syndicat étudiant du CEGEP Edouard-Montpetit), 25 novembre 1968.
(3) La contestation de la jeunesse comme fait de civilisation Le Devoir, 18 octobre 1968.

Aliénation de l'homme par les structures, immobilisme sous des dehors de changement, répression dans la vie intime des individus organisée dans le but de les empêcher de remettre en cause l'ordre social en cours (cf. "pendant l'occupation, on a appris aux gens à penser"): ces thèmes, même si les contestataires n'ont pas lu les ouvrages de Marcuse, sont à la base de l'oeuvre de cet auteur.

> "L'originalité de notre société réside dans l'utilisation de la technologie, plutôt que de la terreur, pour obtenir la cohésion des forces sociales dans un mouvement double, un fonctionalisme écrasant et une amélioration constante du standard de vie"(1).

Ces considérations posent en des termes nouveaux la question de la démocratie, du dialogue entre les divers groupes impliqués et de la participation car le jeu libre et spontané de leur déroulement est entravé du fait de ces relations autoritaires.

Démocratie et participation

Les régimes occidentaux n'ont de démocratique que le nom, il n'y a qu'une pseudo-démocratie puisque les dirigeants disposent de toutes sortes de moyens, plus ou moins subtils, pour faire taire une opposition.

> "Abruti par des moyens d'information nettement totalitaire, le travailleur est conditionné à apprécier la réalité, d'une façon qui va dans le sens et les intérêts du système. C'est le rôle de CJMS, la Presse, le Devoir, d'opérer ce conditionnement vital à la bourgeoisie"(2).

Que devient dans ces conditions la démocratie? Les contestataires ne croient pas qu'un tel régime existe actuellement, ils estiment plutôt qu'il s'agit d'une dictature, à peine voilée où tous les éléments d'une répression organisée sont présents. Précédemment nous avons rapporté la réflexion d'un contestataire qui qualifiait le régime de "régime de dictature qui vise à abrutir l'individu"(3), d'autres parlent de

(1) Herbert Marcuse: L'homme unidimensionnel (éd. de Minuit)
(2) Tirée d'un journal étudiant non identifié et citée par Roger Delorme dans un article de L'Echo Laval du 23 octobre 1968.
(3) L'Impact, no 3, op. cit.

Page 26 manquante

"Le dialogue que les étudiants ont refusé aux autorités gouvernementales était à priori impossible à réaliser. Celles-ci devront, toujours faire tout en leur pouvoir pour protéger l'ordre établi dans lequel elles se pavanent et se delectent et pour sauvegarder leurs multiples intérêts personnels, faisant souvent fi des plus élémentaires principes humains (je pense aux salopperies de notre justice). De notre part, en tant qu'être humains et citoyens du monde, et surtout en tant que jeunes n'ayant en fait rien à perdre, nous éprouverons la nécessité de combattre de toutes nos forces cet ordre social corrompu jusqu'à la moelle. Il y aura toujours entre le présent ordre établi et les étudiants un canon à double bouche"(1).

"Nous souffrons de la traîtrise des gouvernements qui se plaisent à un immobilisme écoeurant qui aide le capitalisme étranger à nous dévorer" (2).

"Aussi loin que mon Père et moi, nous nous souvenions, la politique a été un mensonge, ici comme ailleurs. (...) On m'a menti quand on m'a parlé de révolution tranquille qui laissait bien à ceux-là les sphères du pouvoir. On me ment quand on me parle de société juste et qu'on nourrit la caisse électorale avec ceux qui ont tout intérêt dans le contraire"(3).

Oppression subtile orchestrée par un pouvoir dont on se méfie, les contestataires valorisent la vision d'une société de participation où chacun, sans a priori, pourrait s'exprimer sur la conduite des affaires le concernant (et la politique est un de ces domaines), en étant sûr que son opinion ne sera pas émise en vain mais que l'on en tiendra compte dans l'élaboration de la décision finale. Concrètement cela se traduirait à deux niveaux: d'une part, au niveau de l'organisation du travail et des conditions de travail, c'est-à-dire dans un cadre restreint, chacun dans la mesure où il est impliqué dans le processus et connaît les problèmes devrait avoir un pouvoir effectif. Dans le manifeste du pouvoir étudiant, élaboré dans le but de soutenir la candidature de Micheline Chartrand lors des élections dans le comté de Bagot en décembre dernier, on développe cet aspect:

---

(1) Jean-Pierre Paré, op. cit.
(2) L'Impact - 25 novembre 1968, op. cit.
(3) Claude Charron, op. cit.

"Cependant, en menant leur combat, les étudiants constatent que d'autres groupes ont un combat analogue à mener: ce sont (...) tous les groupes qui subissent une situation autoritaire qui ne leur permet pas d'utiliser au maximum leur capacité réelle de décision, leur capacité réelle de création, leur capacité réelle de prendre des initiatives. En somme, ce sont les groupes de ceux qui travaillent dans quelque secteur que ce soit de la vie sociale et qui ont peu de prise sur leurs conditions de travail, sur la définition de la portée de leur travail, sur l'orientation de la vie sociale, etc... C'est vrai pour les cultivateurs qui sont les mieux situés pour percevoir leurs problèmes et pour suggérer des solutions, mais à qui on laisse peu de choix: c'est le cas des employés de bureau qui ont tous à leur façon une compétence indéniable qu'ils ne peuvent souvent pas mettre à profit. C'est le cas des travailleurs dans les usines et dans les industries qui ne sont que des exécutants dans le cadre d'un travail global qui les concerne quand même beaucoup. Bref, c'est le cas de tout le monde, à quelque niveau que ce soit". (1)

D'autre part, pour tout ce qui touche les orientations de la collectivité dans son ensemble, la participation de tous serait possible et nécessaire mais ne porterait pas sur les modalités pratiques d'exécution comme précédemment mais sur la détermination des objectifs et enjeux sociaux à poursuivre.

Telle est l'optique du pouvoir étudiant, mais il semble qu'une unanimité est loin d'être réalisée parmi les contestataires sur cette option de la société future. En effet, dans d'autres cas, on parle de tout détruire: "le mouvement est essentiellement négatif, négatif dans ce sens qu'il veut détruire", (2) afin qu'aucun aménagement du système ne puisse se faire, pour repartir sur des bases totalement nouvelles; or le pouvoir étudiant semble être un aménagement puisqu'il ne change pas fondamentalememt le rapport dirigeants-dirigés, ne propose que des intermédiaires. La préférence va à d'autres modèles:

> "Cuba qui a un socialisme intéressant (...) la Tchécoslovaquie". (3)

---

(1) Manifeste du pouvoir étudiant, publié par le pouvoir étudiant, 1174 St-Laurent, Longueil, 6 novembre 1968
(2) Entrevue de Jacquière - 29 avril 1969
(3) idem.

"La lutte doit se fixer comme objectif final l'instauration d'un système socialiste, où, par la destruction des barrières, la créativité de chacun pourra se donner libre cours. Cet objectif implique une révolution non seulement dans les rapports de production mais dans le mode de vie, la manière de penser, les rapports humains et le concept de la vie sexuelle de tous"(1).

Critique des valeurs

Tout le système existant repose sur un ensemble de valeurs qui sont, aux yeux des contestataires, tout aussi inadéquates que le système lui-même car elles participent à l'asservissement des individus.

"La contestation s'inscrit à faux (...) envers un système social qui ne possède que des valeurs inadéquates humainement parlant et superficielles (...), bref un système social qui sclérose l'homme en l'identifiant à l'objet, à la machine pour produire, à la machine pour consommer"(2).

"Au lieu d'avoir des valeurs basées sur ton automobile, sur ton chalet si tes valeurs sont basées sur la libération du travail, des sentiments de culpabilité, une certaine libération de toi-même, de l'individu, à ce moment-là ça change complètement"(3).

En fait les valeurs véhiculées par la société, loin d'être une contestation de celle-ci au nom de principes idéaux, en sont une justification car elles n'ont fait qu'ériger en normes les fondements de l'activité économique existante.

"On a une économie qui est facile, on vit encore avec une économie de guerre. Il faut faire la guerre - "crisse"- pour que le système économique marche. T'es obligé de haïr un bonhomme que tu connais même pas pour que tu puisses manger, avoir une auto, 4-5 autos, une Brigitte Bardot" (4).

(1) Citée par Roger Delorme in Echo Laval - 23 octobre 1968, op. cit.
(2) Cegep de Sherbrooke: Contestation et moyens d'action 18 novembre 1968.
(3) Entrevue de Jonquière - 29 avril 1969.
(4) Entrevue de Jonquière - 29 avril 1969.

La compétition, la concurrence, la rentabilité nécessaires dans un régime de libre entreprise entre les diverses industries obligent les individus à adopter cette même attitude et à entretenir une certaine rivalité avec leurs semblables: dans un monde où tout se vend, on ne croit plus à la solidarité et à la fraternité, l'épanouissement des individus n'est pas la préoccupation première.

> "Les révoltés vont refuser de payer le bien-être par l'auto-mutilation ou l'assoupissement dans un demi-nirvana consommationiste"(1);

à notre avis, ce jugement est aussi valable pour les révoltés québécois à en juger par cette réflexion d'un occupant de la tour de l'administration de l'université Laval en octobre dernier:

> "La consommation, la passivité, l'artificiel et et le médiocre, voilà ce que fondamentalement les étudiants rejettent. A tous les niveaux: leur salle de cours, leur institution d'enseignement, leur localité, leur région et leur société"(2).

Les contestataires privilégient les valeurs de création, de liberté, d'autonomie, que l'homme ne soit plus un simple instrument victime de forces qui le dépassent mais un être épanoui:

> "(...) autant tu as réussi à faire de l'homme un instrument autant tu peux réussir à faire de l'homme un créateur"(3).

Pour résumer les différents aspects de la critique de la société abordés dans ce chapitre nous laisserons parler Tocqueville qui, avec une lucidité de prophète, a imaginé les développements futurs d'une société et d'un type de gouvernement dont il ne voyait que les débuts:

"Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde: je vois une foule innombrable d'hommes, semblables et égaux, qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart et comme étranger à la destinée de tous les

---

(1) Edgar Morin: Une révolution sans visage (p. 84) in Mai 1968: La Brèche, op. cit.
(2) Claude Pilon, Le Devoir - 23 octobre 1968.
(3) Entrevue de Jonquière

autres; ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril; mais il ne cherche au contraire qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance; il aime que les citoyens se réjouissent pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir; il travaille volontiers à leur bonheur, mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre!" (1).

III- STRATEGIE ET ACTIONS

Valorisation de l'individu, critique de la société par une contestation globale, ces deux aspects mis de l'avant par les contestataires se devaient de trouver des manifestations concrètes dans lesquelles elles puissent s'exprimer car dans l'esprit même des contestataires toute idée doit déboucher sur l'action:

> "Emettre des idées pour des idées, c'est aussi peu positif que de faire de l'action pour le simple plaisir d'en faire. L'idée doit déboucher sur l'action" (2).

> "Eviter le narcissisme intellectuel c'est éviter de se couper de la réalité, du climat de lutte et de combat permanent que nous devons assumer"(3).

---

(1) Alexis de Tocqueville: De la démocratie en Amérique, T. II, IVe partie, chap. VI, cité par Raymond Aron: Essai sur les libertés.

(2) et (3) CEGEP Lionel-Groulx - Document de novembre 68, op. cit.

"Une ligne de pensée a été adoptée, celle de l'action. On ne peut nier sa valeur intrinsèque. Cette action ne doit pas s'embourber dans les différentes façons d'effectuer l'occupation"(1).

"Il y a beaucoup de gens conscients politiquement qui peuvent faire l'analyse de la société, de ses cadres exploiteurs, etc., mais tout ça aboutit à une démission finalement. Les analyses des intellectuels, particulièrement de ceux des sciences sociales, ont abouti à des clubs, à des chapelles de gauche qui discutent un soir sur le Viet-Nam, le lendemain sur le Biafra, etc. Ces gens-là ont besoin d'action mais comme ils sont impuissants, ils la passent dans des mots. Le mouvement étudiant, qui doit éviter de s'enfermer dans des chapelles, a permis à un plus grand nombre de gens de s'impliquer et de réaliser que personne ne pouvait régler leurs problèmes à leur place. Le mouvement leur a donné le goût de se battre; la prise de conscience, qui débouchait auparavant sur une démission, conduit maintenant à une implication dans les événements du milieu"(2).

Cette exigence d'une action en accord avec ses idées rejoint ce que nous disions dans notre première partie sur l'implication totale de l'étudiant contestataire dans ce qu'il fait; en effet, découvrir une certaine vérité ne le satisfait pas s'il n'essaie pas dans le même temps de poser des actes pour démontrer la valeur de ses idées et acquérir de nouveaux adeptes et pour se détacher, se différencier des autres, c'est-à-dire de ceux qui pensent différemment de lui. Il ne peut se contenter d'une contestation verbale car il lui faut tenter d'influer sur la réalité selon l'orientation qu'il s'est donnée; toute idée qui n'est pas assortie d'une pratique est qualifiée de démission.

Et d'ailleurs les contestataires se sentent pleinement concernés par l'avenir de la société québécoise, cette société dans laquelle ils seront bientôt projetés mais pour l'édification de laquelle ils n'ont pas été consultés. Or, cette jeunesse et plus particulièrement la jeunesse étudiante, en raison des caractéristiques qu'elle possède en propre a un rôle important à jouer qui procède de la responsabilité des étudiants vis-à-vis de la société.

(1) Le Poing, 15 octobre 1968.
(2) Claude Charron in Socialisme 69, no 16 - janvier - février mars 1969: table ronde sur l'occupation étudiante.

"(...) je vois les contestataires comme des gars qui ont une tâche, la mienne que je considère principale, c'était, étant donné que moi par certains contacts, j'était conscient plus que d'autres vis-à-vis certains problèmes, que c'était ma responsabilité d'en faire part à d'autres, que ce soit eux autres qui ressentent les mêmes problèmes que moi"(1).

"Les étudiants ont des responsabilités vis-à-vis de la société où ils vivent et vis-à-vis de l'humanité pour laquelle ils représentent un ferment d'espoir"(2) parce qu'ils sont plus à même d'être conscients des failles et des lacunes du système actuel, ils ont une responsabilité face aux autres membres de la collectivité et les actes qu'ils engagent doivent servir la collectivité entière.

"Le rôle que Socrate avait joué auprès des citoyens d'Athènes, c'est un peu la jeunesse d'ici qui le joue auprès des Québécois"(3).

Conscience du peuple, la jeunesse sert de catalyseur entre les individus et la réalité et leur révèle à eux-mêmes leurs propres problèmes, leur renvoie l'image de ce qu'ils sont.

Une dernière remarque s'impose avant d'aller de l'avant dans notre étude. Il est vrai, et nous l'avons dit, que le mouvement d'octobre en était un spontané, brut, éclatant presque malgré les étudiants surpris eux-mêmes de leur audace et que les gestes qui furent posés le furent souvent sans concertation préalable et sans qu'une stratégie explicite à long terme fut mise sur pied; la rationalisation, l'élucidation de la portée globale de ces actions furent effectuées postérieurement et non déterminées au préalable.

Cela ne veut pas dire que tout ce qui fut entrepris n'obéissait pas à une logique venant de la fidélité à certains principes que les contestataires avaient faits leurs; il n'y a pas contradiction à dire que même si ces principes, ces lignes de force ne furent pas explicités clairement ou ne le furent en tout cas qu'après, elles ont quand même influé sur la décision des contestataires dans leur choix des moyens d'action à promouvoir car elles faisaient partie de l'attitude contestatrice comme tel

(1) Entrevue de Limoilou - 24 avril 1969.
(2) L'Aiglon (Journal du CEGEP de St-Jean) no 1 - 29 octobre 196
(3) Le Point, 19 octobre 1968.

Les lignes de force sous-jacentes

- L'affirmation d'eux-mêmes

Indépendamment de leur contenu, les actions entreprises par les étudiants relèvent d'un double but: d'une part s'affirmer et d'autre part transformer la société:

> "nous sommes décidés à nous affirmer et à transformer ce système social que nous réprouvons"(1).

L'affirmation que les étudiants veulent faire d'eux-mêmes semble issue de deux exigences: la manifestation de l'autonomie des étudiants, de leur volonté de s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires et de l'avenir de la société, d'une part:

> "Cette évolution vers laquelle nous nous dirigeons, fabriquons-là nous-mêmes (...) Cette société de demain, ce sont les étudiants qui vont la remplir, alors c'est à ceux-ci de la construire"(2)

et de l'autre le besoin de se démarquer par rapport aux autres étudiants. Comment interpréter les divers comportements que les contestataires adoptent à l'intérieur des institutions d'enseignement (chants, habillement caractéristique, vocabulaire particulier, etc.) sinon comme la volonté de s'affirmer en tant que groupe et en tant que différents (c'est l'interprétation que donnent deux animateurs du CEGEP Lionel-Groulx dans leur analyse du groupe des contestataires de cet établissement. Le Thérésien no 7, 13 décembre 1968); il leur paraît important de se différencier et par là même de pouvoir se faire reconnaître par l'ensemble de la population collégiale.

- La transformation de la société

S'affirmer mais aussi par les gestes posés tenter de transformer la société contestée. Les contestataires, dans ce domaine, n'ont pas de solution concrète élaborée à proposer ou à promouvoir: de la même façon que l'occupation possédait sa dynamique propre et qu'au fur et à mesure de son évolution les étudiants impliqués lui donnait un sens, l'action possède sa dynamique propre, laisse entrevoir des perspectives ignorées auparavant, forme des gens à une nouvelle perception trouve des moyens nouveaux:

---

(1) Le Soleil (Saguenay): Interview de Paul Bourbeau, président de l'UGEQ - 23 septembre 1968

(2) Gachepé, op. cit.

"(...) ce que l'on veut, je vais dire franchement, on ne le sait pas, ce qu'on veut réellement on ne le sait pas. On se rend compte d'une chose actuellement, c'est qu'il y a des malaises, et puis c'est ça qu'on a fait partir au mois d'octobre dernier: tel problème, tel problème, on veut que ça sorte, puis moi je crois que c'est dans l'action qu'on verra ce qui va arriver"(1);on provoque une situation propice à l'émergence d'un certain nombre de choses sans préjuger à l'avance de ce qu'elles seront.

Cette absence de solutions de rechange caractérise un peu tous les mouvements étudiants mondiaux et, selon l'interprétation de M. J. Julliard du mouvement étudiant français qui corrobore ce que nous avions nous-même constaté au Québec, elle relève d'un souci démocratique extrême:

"Il est significatif que les principaux dirigeants du mouvement étudiant se soient le plus souvent refusés à définir clairement les objectifs finaux de leur action. Les définir trop précisément serait se substituer aux masses. Se comporter en bureaucrates de la révolution, cette révolution qui, selon le mot de Trotski est "l'irruption violente des masses dans le domaine où se règle leur destinée" (2).

- L'accroissement du niveau de conscience

Un objectif capital vers lequel tendent toutes les activités des contestataires, en un premier temps, vise à accroître le niveau de conscience de la population en général, étudiante en particulier. Nous disons bien en un premier temps car ultérieurement il s'agira de déboucher sur des actions politiques précises qui provoqueront une transformation radicale de la société. Les contestataires croient qu'une action d'envergure ne sera possible que le jour où l'ensemble de la population québécoise se sentira concernée, inquiétée:

"Les animateurs de la génération montante ne sont peut-être pas plus nombreux que ne l'étaient ceux qui ont mis au monde le Bloc populaire, l'Union

(1) Entrevue de Limoilou
(2) Jacques Julliard: Syndicalisme et Révolution, in Esprit no 6-7. Juin - Juillet 1968.

nationale, le FLQ, le RIN, le MSA et le PQ, mais de l'expérience de leurs aînés ils ont retenu une chose: pour agir, la masse doit être secouée, poussée à l'action, provoquée, impliquée"(1).

Nous avons assez insisté précédemment sur ce point pour ne pas y revenir, contentons-nous seulement de soulever un danger qu'un tel type d'action peut rencontrer. En effet (et le mouvement dans les C.E.G.E.P. s'est heurté à cet obstacle) ces activités ne sont pas "payantes" dans l'immédiat, ceux qui y participent n'en retirent aucun avantage tangible correspondant à l'énergie qu'ils ont déployée, mais uniquement un niveau de conscience plus grand qui peut-être se retournera contre le mouvement lui-même dans la mesure où ils constateront qu'ils se sont faits "fourrer". Un tel mouvement peut perdre ainsi de ses éléments les plus conscients, las d'attendre que cette conscience gagne la masse tout entière avant d'entreprendre des actions positives. M. Paul Bernard dans les quelques commentaires sur le mouvements étudiant inspirés par les discussions qu'il animait(2), aborde cette question: en réponse aux participants qui indiquaient que la prise de conscience est nécessaire "pour que les étudiants se dégagent de l'impuissance traditionnelle des Québécois", il insiste sur le danger que peut présenter une telle affirmation:

> "Cette dernière idée me semble très profonde et très juste, mais en même temps inquiétante: si la simple verbalisation d'une insatisfaction était une première étape indispensable, il n'en reste pas moins qu'elle peut déboucher sur un nouveau constat d'impuissance de ceux qui parlent et devant qui les murs de Jéricho ne s'écroulent pas. En d'autres termes, il n'y a qu'un pas de la verbalisation au verbalisme".

Peut-être ce jugement est-il prématuré dans la mesure où octobre ne fut que le premier acte, le précédent créé pour qu'autre chose soit possible et l'éventail de ces possibilités est loin d'être couvert.

- Le refus des concessions et du dialogue

Une autre caractéristique présente dans toutes les actions entreprises par les contestataires réside dans l'intransigeance de leurs auteurs, leur refus des concessions et du dialogue. Et d'ailleurs la logique de leurs idées les obligent à

(1) Martine Corrivault - Le Soleil (Québec) 17 octobre 1968
(2) Socialisme 69, table ronde, op. cit.

adopter cette attitude: pour être fidèles à eux-mêmes ils se doivent d'être intransigeants, de refuser toute concession, tout arrangement avec les autorités en place et le système. Concrètement ils se placent délibéremment en dehors du sytème refusant de prendre en considération ses modalités de fonctionnement. S'ils acceptent de transiger sur un point particulier ils se feront à leur tour contester par une minorité plus radicale qui verra dans ce qu'elle pense être une démission la voie ouverte vers le réformisme et l'abandon de la perspective d'un changement total de la société. (Ce qui ne devrait pas manquer de se produire étant donnée l'inéluctabilité de certains phénomènes). S'ils maintiennent leur ligne "dure", les contestataires se condamnent pratiquement à n'être toujours qu'une minorité et à agir comme groupe marginal jusqu'au jour où, dans la logique de leur conception, l'ensemble de la population, reprendra leurs mots d'ordre, contestera ses maîtres et s'occupera elle-même de son avenir.

- La jonction entre les luttes étudiantes et ouvrières.

Sous une forme ou sous une autre, la stratégie adoptée comprendra des facteurs identiques: d'une part un militantisme en faveur de l'indépendance du Québec et d'autre part la jonction des luttes étudiantes avec celles d'autres groupes sociaux (syndicats ouvriers, ouvriers en grève, comités de citoyens, etc.). Les déclarations en faveur de ces deux orientations concrètes ne manquent pas et nous n'en mentionnerons que quelques-unes, porte-paroles pour la circonstance de tout ce qui s'est dit et écrit à travers la province sur ces sujets.

"Par sa base même le mouvement étudiant rejoint les revendications ouvrières" (1) et de fait des rencontres entre les deux groupes furent organisées (un compte-rendu d'une de ces réunions porte la date du 19 octobre 1968), les journaux de comités ouvriers de la région de Montréal que nous avons pu consulter parlent des mouvements étudiants en des termes favorables.

> "Beaucoup de jeunes sont prêts à sacrifier tout ce qu'ils ont pour permettre à tous d'avoir des chances de vivre heureux"; "Solidarité étudiants-ouvriers"(2).

Ce même comité de St-Henri a créé un sous-comité à l'éducation dans le but de voir concrètement les actions des étudiants liées à celles des ouvriers.

---

(1) Le Tremplin (Journal du CEGEP de Rouyn-Noranda) 11 novembre 1968.
(2) Pouvoir ouvrier (Journal du Comité de St-Henri) no 3, octobre 1968.

En plusieurs endroits les étudiants ont donné leur appui aux ouvriers et ont participé plus ou moins activement aux diverses manifestations que ces derniers ont entreprises pour faire aboutir leurs revendications. Des étudiants ont manifesté avec les chauffeurs de taxi de Montréal dans leur contestation du monopole de la compagnie Murray-Hill (30 octobre 1968); des mots d'ordre de boycottage des produits de la Société Seven-Up sont lancés dans les C.E.G.E.P. pour appuyer les travailleurs de cette compagnie dans leurs revendications salariales; à Rouyn-Noranda le journal étudiant critique la politique sociale de Noranda Mines et lance le slogan:

"la mine aux ouvriers
le CEGEP aux étudiants
le gouvernement au peuple";

à Sherbrooke les étudiants de l'Université et du CEGEP assistent aux manifestations organisées par les ouvriers de la Domtar à Windsor et East Angus (notamment le 8 novembre 1968), etc.

- L'option indépendantiste

"De fait, le Québec et l'étudiant se ressemblent, et c'est peut-être pour cela qu'ils s'entendent si bien... Tous deux sont jeunes et n'attendent que le moment propice pour être libres et faire leurs preuves" (1).

"Le Québécois doit être vraiment maître chez lui, étant le fils de cette société française"(2).

"Nous voulons vivre... et vivre en français"(3).

"Il serait inutile de dépenser tant d'énergie, de risquer de démantibuler un système d'éducation dont l'ouvrier fait les frais, quand en tant que citoyen nous continuerons d'être les pions du jeu des capitalistes anglais"(4).

Rappelons que l'U.G.E.Q. en mars 1969 lance "l'opération Québec" qui est une campagne provinciale en faveur de l'indépendance et qui précise les orientations propres de l'union sur cette question.

(1) Le Nemrod (Journal du collège de Hauterive) no 1 - octobre 1968
(2) Gachepé, sept-octobre 68, op. cit.
(3) L'Antenne, no 3 - 18 novembre 1968, op. cit.
(4) Trait d'Union, op. cit.

Ces constantes que nous avons décelées en observant les faits et gestes des contestataires et en les interrogeant sur leur signification nous semblent fondamentales pour la compréhension de leur stratégie à long terme et des faits observables effectués à plus court terme.

La stratégie à long terme

Si nous abordons la stratégie à long terme avant de recenser les actions à court terme c'est que nous croyons que les secondes découlent de la première de la même façon que cette dernière est issue de l'idéologie des contestataires. Le principe directeur vers lequel tendent toutes les actions est, bien évidemment, la transformation de la société, on ignore encore selon quelles modalités cette mutation s'effectuera et quelle forme adoptera le système transformé, mais on possède au moins certaines lignes de force: que la rationalité économique cède le pas à la rationalité humaine, qu'on permette et organise une libération authentique de l'homme, etc. Les moyens pour parvenir à ce but sont multiples, des plus généraux au plus particuliers.

- L'information et l'animation

L'information et l'animation sont les deux moyens choyés par les contestataires, le premier pour pallier aux lacunes que les gens possèdent dans ce domaine; on pense en effet qu'un nombre de messages plus grand entrainera automatiquement une prise de conscience des problèmes, que les gens auront une prise plus grande sur le réel et pourront mieux porter un jugement et la seconde pour aider les individus à formuler ce jugement.

L'information peut d'ailleurs s'effectuer sous plusieurs formes: exposer des faits, des chiffres qui parlent d'eux-mêmes ("faut amener des faits, sortir des chiffres, donner de l'information, instruire la masse"(1)), contrecarrer l'information officielle en ayant ses propres canaux de communication ("refaire l'information, boycotter les media traditionnels et les remplacer par les nôtres"(2), convoquer des assemblées de parents pour leur exposer le point de vue des étudiants comme celà s'est fait durant l'occupation), ou encore pratiquer, selon la proposition de certains, la "guerilla idéologique"(3). Mais ce sont des moyens de formation orientés vers les individus afin de leur

(1) Entrevue de Limoilou
(2) Le Mercure, op. cit.
(3) Echo Laval, 23 octobre 1968

faire acquérir cette mentalité nouvelle dont nous parlions mais ce ne sont pas des moyens de pression ou des actions susceptibles de gêner le pouvoir en place et de gripper le fonctionnement du système. De même lorsqu'on parle de contestation permanente on ne précise pas ce que cela signifie ni sous quelle forme elle doit se manifester, il s'agit plutôt d'une attitude, d'un comportement individuel à adopter qui rendra l'individu critique dans tous les domaines de son existence.

- Les moyens particuliers

Les moyens particuliers portent sur des domaines restreints du système social qui sont significatifs de l'ensemble et auxquels on s'attaque en attendant de pouvoir concrètement détruire le système. Cela veut dire qu'on essayera de créer des brèches, des fissures qui seront des portes ouvertes à des changements plus profonds.

On peut dire que la pédagogie nouvelle, l'école nouvelle telles que voulues par les contestataires sont de ces brèches que l'on tente de percer. En effet, si, comme l'affirment les contestataires, l'école actuelle sert au maintien de l'ordre établi, produit des individus conformistes, futurs profiteurs de l'ordre social et exploiteurs des ouvriers qui auront tout intérêt à ce que le système reste identique; au contraire l'école nouvelle basée sur le développement individualisé de l'étudiant fournira des individus autonomes et libres qui ne pourront supporter de vivre dans la société telle qu'elle existe actuellement, au milieu des contraintes qu'elle impose.

> "L'école nouvelle vise non seulement à la destruction du système actuel mais à tout système qui ne permettrait pas à l'individu de s'épanouir dans la collectivité (...) L'école que nous voulons établir s'inscrit dans une optique de capacité d'auto-détermination tant de l'individu que du groupe"(1).

Elle serait donc un puissant moteur de changement puisqu'elle formerait au départ les individus capables de donner à la contestation sa pleine dimension.

(1) CEGEP Lionel-Groulx, document de novembre, op. cit.

D'une façon identique le contenu donné aux mots pouvoir étudiant, congestion, autogestion, limités au cadre restreint de l'institution, servent ce même but. En effet, au nom de ces idées il s'agit de remettre aux étudiants une part importante qui, pour l'instant, est l'apenage des administrateurs et des professeurs. En les faisant participer réellement à l'organisation de leur vie dans le collège, comme celà s'est produit durant l'occupation, les étudiants se découvrent capables de la mener à bien (détérioration du sentiment d'impuissance évoqué précédemment) et cette capacité sera un facteur d'innovation dont ils seront porteurs dans leur entrée dans le monde professionnel.

> "Ils (les étudiants) doivent tendre à changer leur milieu social, et ce dans une optique globale. L'étudiant doit viser à la longue à la gestion de son institution, il doit s'intégrer dans certains cadres de la société pour mieux les contester dans ses structures internes"(1).

La période que l'étudiant passe aux études lui sert de terrain d'expérimentation en vue d'une action efficace contre la société ultérieurement.

Un des participants de la table ronde organisée par la revue Socialisme 69 en novembre 1968 et dont nous avons déjà parlé précise cette notion de "brèche à ouvrir" et considère que le meilleur moyen d'y parvenir est de "bâtir à l'intérieur du système, un système qui est en rupture complète avec lui", reprenant ainsi à son compte une phrase de Daniel Cohn-Bendit. Et d'ailleurs il n'est pas le seul à parler de l'éventualité de construire une société parallèle, cette idée a effleuré un peu tous ceux qui ont participé à l'occupation des CEGEP puisqu'à ce moment-là l'image leur était donnée d'une société autonome:

> "Nous (ex-occupants) devons bâtir une société parallèle"(2).

> "Je préfère crever dans un système parallèle que nous nous serons érigés nous-mêmes plutôt que de crever dans le système actuel"(3) disait M. P. Paré en citant Réal Valiquette.

---

(1) Le Thérésien, septembre 1967 cité par M. Léon Debien: "Lionel-Groulx ... pourquoi?"
(2) Trait d'Union, no 6, op. cit.
(3) Prospectives, op. cit.

- Les moyens radicaux

Un certain nombre d'autres moyens d'action plus radicaux sont évoqués dans quelques textes mais, s'ils nous semblent entrer dans la logique des contestataires nous ne pouvons pas préciser quelle proportion de la population étudiante est favorable à l'utilisation de ces moyens, ni s'ils seront effectivement employés.

Un article du journal "Echo Laval" en date du 23 octobre 1968 rédigé par M. Roger Delorme et dont une photocopie nous est parvenue par l'intermédiaire d'un CEGEP de la région de Montréal rapporte, pour les critiquer, les mots d'ordre diffusés dans certains "journaux étudiants ou révolutionnaires (qui) ont été publiés pour les besoins de la cause". Nous citons sans ordre des extraits de cet article fait lui-même de citations de ces journaux étudiants:

> "Pour changer des schémes mentaux aussi fortement ancrés, le rôle du révolutionnaire est de faire la guerilla idéologique. Comment? En multipliant les attaques rapides et imprévues contre le pouvoir. Les moyens sont nombreux: de l'humour qui rallie les rieurs, à l'imagination, en passant par la création de pouvoirs parallèles, exactement comme ceux qui existent présentement dans les CEGEP et l'Université de Montréal. Ceci fournit un point de référence à l'homme de la rue qui découvre peu à peu l'existence d'une réalité autre que celle qu'on lui infuse quotidiennement."

> "Pour singer et ridiculiser la censure gouvernementale: interdisons la vente au Quartier Latin des journaux qui refusent de publier les communiqués du mouvement révolutionnaire".

> "Pour lutter contre le conditionnement des esprits: imposer par huées et chahuts aux salles de spectacle le remplacement de la publicité et des actualités par la projection de courts métrages démystifiants et non soumis à la censure préalable du gouvernement."

> "Nous devons devenir des comités d'agitation permanente, popularisant l'idée de formes d'actions nouvelles, passer de la violence spontanée à la violence organisée."

Les trois dernières citations sont des expressions pratiques de ce qui est appelé précédemment "guerilla idéologique."

> "(...) l'échelon suivant de l'escalade, après l'occupation, c'est la lutte armée"(1).

L'auteur de cette affirmation ne dit d'ailleurs pas si cette optique est sérieusement envisagée, il voulait seulement signifier que les actions ultérieures à l'occupation étaient en régression par rapport à elle car le stade supérieur n'avait pas été réalisé. Le journal "Le Mercure" de l'école des Hautes Etudes Commerciales du 30 octobre 1968 reprend en la développant l'idée de "Che" Guevara: "il faut créer d'autres Vietnam". En effet, "parce que la société contestée est trop forte, trop pénétrante, parce qu'elle a embourgeoisé plus ou moins chacun de nous parce que les valeurs qu'elle a inventées sont trop ancrées en nous" il ne peut y avoir opposition massive, prise de pouvoir immédiate, il faut "faire la guerilla, faire une insurrection intangible, un combat invisible une bataille nationale (...) saboter toute action des cliques dirigeantes, psychologiquement et physiquement, il faut refaire partout des Viet-Nam, fonder d'autres F.L.Q."; il s'agirait de promouvoir des modes de prise de pouvoir tels qu'ils se sont pratiquées ou tels qu'ils tendent d'être utilisés dans divers pays sous-développés.

En fait, cette stratégie n'en est pas une puisque ce ne sont que des directions, des orientations lancées un peu au hasard parce qu'on sent que c'est par là qu'il faudrait se diriger mais aucune ligne n'est étudiée jusque dans ses moindres détails d'application pour en dégager des comportements pratiques. A notre connaissance, aucun essai de synthèse rigoureux entre d'une part les données de la réalité sociale en question et d'autre part les possibilités d'action contre cette société en fonction de ce qu'elle est, n'a été tenté. Il semble que les contestataires, surpris par la rapidité des évènements ne peuvent en dégager toutes les implications et des leçons cohérentes pour l'avenir. (Nous précisons toutefois que notre documentation ne prétend pas être exhaustive et il est fort probable qu'elle soit défaillante précisément sur cet aspect).

Un dernier point reste à envisager avant de clore cette étude de la stratégie des contestataires, ce sont les opérations qui ont été menées durant le mois d'octobre dernier. Nous nous limitons à cette période car elle constitue un temps fort du mouvement étudiant dans les C.E.G.E.P. et comme telle en est le révélateur.

---

(1) Claude Charron, table ronde, Socialisme 69, op. cit.

Les actions étudiantes

Plus qu'un inventaire minutieux des divers moyens utilisés, il paraît plus pertinent de dégager en un premier temps, les paradoxes inhérents à toute action immédiate.

- Réforme ou révolution

Pour schématiser, on peut dire que si la stratégie à long terme a pour but un changement total de la société, à la limite une révolution, les actions à court terme appellent des revendications précises et concrètes. En fait, le processus est plus complexe encore car si les opérations lancées par les contestataires se veulent révélatrices de leur optique révolutionnaire, elles doivent être accessibles à l'ensemble de la population étudiante plus modérée et subiront de ce fait une altération de leur contenu radical. Par ailleurs, si le mouvement de contestation globale n'aboutit pas en tant que tel et avorte en chemin, il donnera lieu pourtant à des réformes, des aménagements internes récupérés par le système car il aura mis à jour un certain nombre de malaises. Edgar Morin(1) évoque ce paradoxe pour caractériser le mouvement français mais cette perception peut englober tout mouvement révolutionnaire:

"D'ores et déjà, par un de ces paradoxes que chérit l'histoire, il est certain que l'explosion révolutionnaire aura servi de mise à feu, d'amplificateur, d'accélérateur d'une réforme moderniste qui abolira vieille féodalité universitaire (...), va permettre de faire place aux règles d'efficience et à la rationalisation généralisée du système universitaire (...). Mais en même temps et contradictoirement l'explosion révolutionnaire va approfondir la crise de fond c'est-à-dire le sentiment profond d'angoisse ou de colère que ne réduiront pas au contraire les campus modèles, les séminaires fonctionnels, les Débouchés - Grands Collecteurs. Une partie du monde étudiant concentrera en lui comme jamais et c'est là le début d'une ère nouvelle, le sentiment, la conscience de l'insuffisance radicale de la civilisation adulte, le désastre de la vie techno-bureaucratique dans le travail, petitie-bourgeoise ritualiste hors du travail, des lèpres, carences et misères humaines des sociétés riches".

(1) Edgar Morin: la commune étudiante, in mai 1968: La Brèche, op. cit. (page 30).

Un mouvement révolutionnaire au sens radical provoque donc en même temps une consolidation du système alors qu'il voulait en être le destructeur et parallèlement approfondit et rend plus aigu le malaise initial. Malgré et en dépit des apparences, la question fondamentale, c'est-à-dire la remise en cause du bien-fondé des sociétés techniquement développées, demeure.

Cette dialectique entre pôle revendicatif et pôle révolutionnaire s'incarne dans un exemple concret: la revendication en faveur de débouchés assurés au sortir des études tout en contestant le rôle que la société assigne à son élite universitaire et dont les contestataires seront membres le jour où ils trouveront un emploi. Laissons encore ici la parole à Edgar Morin pour nous situer cette contradiction:

> "Ce n'est pas seulement en France que la crise étudiante naissait comme d'une électrolyse à partir de deux pôles extrêmes: d'une part l'inédaquation de l'Université à la poussée démographique étudiante et aux débouchés professionnels, c'est-à-dire à la fois sur-filtrant la montée vers l'Universit et surproduisant des diplômes sans emploi; d'autr part, la trop grande adaptation des études universitaires aux carrières technobureaucratiques de la société bourgoise. La crainte ou le refus de sombrer dans la morne vie de l'homme "unidimensionnel", la crainte contradictoire de ne pas avoir une carrière assurée et ascendante dans la civilisation du bien-être, ces deux craintes constituant les ferments d'une double conscience étudiante"(1).

Pour nous persuader que ces deux aspects font partie intégrante du mouvement québécois il nous suffit de nous rapeler que d'une part dans tous les C.E.G.E.P. occupés en octobr des ateliers de travail examinèrent la question des débouchés e mettèrent en cause le gouvernement provincial pour son absence planification économique et d'autre part les déclarations de ce mêmes contestataires sur le refus de devenir des exploiteurs.

La même dilemme se retrouve à propos de la questic des prêts et bourses; optant pour la gratuité de l'enseignemer ou pour un enseignement immédiatement rentable les critères d'a tribution des prêts et des bourses ainsi que les modalités prat ques d'octroi furent pourtant discutés et critiqués durant les occupations par des ateliers de travail constitués à cet effet.

---

(1) Edgar Morin: Une révolution sans visage, in mai 1968: La Brèche, op. cit. (page 68)

Et d'ailleurs, de la bouche même des contestataires, les revendications particulières mises de l'avant pour justifier les actions en conséquence le furent dans le but de sensibiliser l'ensemble des étudiants aux problèmes généraux posés par la société globale: il fallait des points précis significatifs d'un malaise général pour permettre à la "masse" d'aller plus en profondeur dans l'analyse de la société à partir de ces réalités partielles identifiées.

> "C'est un peu en fait comme lorsqu'on a préparé la réunion du conseil national à Montréal, on a préparé une fin de semaine et puis on a présenté un document bien objectivement (...) sur un ensemble de problèmes: les prêts-bourses, accessibilité à l'université, marché du travail, etc. On a présenté ça devant les étudiants, ce qui ressortait de ça c'est qu'il y avait un malaise, alors on l'a dit en fin de compte clairement et les gars ne l'ont pas compris... Ca leur prenait des petits points précis (...) après ça nous a permis d'aller plus en profondeur"(1).

- L'occupation

L'occupation, en tant que moyen d'action spécifique a reçu de la part des étudiants de nombreuses et parfois contradictoires justifications. Au terme d'un processus revendicatif où mémoires, comités consultatifs, participation au conseil d'administration des collèges et à la commission pédagogique n'ont abouti à aucun résultat positif, il semblait nécessaire pour certains d'entreprendre une action plus spectaculaire afin d'inciter les pouvoirs publics à agir dans les domaines qui font problème. Pour d'autres elle est un préalable à un travail d'études approfondi car elle permet de rassembler tous les étudiants sur un lieu qui leur est commun et leur laisse le temps de réfléchir à leurs problèmes. Pour d'autre encore, elle est une normalisation d'une situation anormale en temps ordinaire et ne fait que redonner le pouvoir à qui il revient de droit, c'est-à-dire, aux étudiants:

> "Par-dessus tout, il faut rejeter l'idée que l'occupation demeure une situation anormale (...) L'occupation n'est pas un moyen de pression comme les

---

(1) Entrevue de Jonquière

autres dans notre société pseudodémocratique. Elle donne le pouvoir à ceux à qui il appartient vraiment. Il s'agit d'une normalisation de la situation"(1).

Moyen de pression pour les uns, prise de pouvoir pour les autres, ces contradictions peuvent s'interpréter en terme de stratégie: en effet l'optique des contestataires a pu être celle d'une prise de pouvoir mais dans leur recherche d'une audience plus large auprès de l'ensemble des étudiants il leur a fallu donner un contenu plus modéré, plus acceptable à leur objectif, trouver des points précis de revendications susceptibles "d'accrocher" et quelques-uns auront pu s'attacher à cet aspect premier sans le dépasser dans une contestation globale. D'aucuns parleront de manipulation car les "têtes" du mouvement se seraient servis d'eux de leur appui, pour promouvoir leur propre optique, délaissant les revendications de l'ensemble qu'ils avaient pourtant provoquées."

"Quoique les revendications ne sont qu'une partie de la contestation étudiante, elles ont quand même leur importance et même si l'UGEQ ne s'en est servi que comme prétexte à la révolution (de l'éducation et de la société), il en reste que c'est par celles-ci que Québec a interprété tout le mouvement qui s'est abattu sur lui (...) Il en reste que si ce fut les prétextes pour les "têtes", c'était quand même des raisons d'action pour la masse peu informée. Les cégépiens ont en effet voté pour les motifs qui leur ont été présentés, à savoir (en ordre de priorités):

1) la deuxième université française à Montréal (...)

2) le problème des Prêts-Bourses (....)

3) la question pédagogique (....)

4) les problèmes locaux (....)

"Prétextes pour la révolution, quoi d'autre peut-on penser, si, après information, on se rend compte qu'on s'est royalement fait "fourrer?"(2)

(1) CEGEP Edouard-Montpetit: le pouvoir étudiant (auteur anonyme), 15 octobre 1968.
(2) L'Epic (Journal du CEGEP de Hull) no 4 - 12 novembre 1968.

Il semble pourtant qu'un nombre peu important des étudiants qui ont participé au mouvement d'octobre s'avouent ainsi déçus et victimes d'une machination. Ceux qui étaient peu contestataires au départ se sont progressivement laissés gagner par le courant de la contestation globale. En un sens ce moyen d'action particulier qu'est l'occupation, comme tous ceux qui s'y rattachent (ateliers de travail, plan de cogestion et d'autogestion, etc.) sont dirigés d'abord sur le milieu étudiant afin d'en accroître le niveau de conscience et de le cimenter avant de vouloir provoquer l'environnement extérieur.

Il y en eut pourtant qui donnèrent lieu à des manifestations auprès de la population et qui voulurent être des prolongements du mouvement spécifiquement étudiant: tels furent le cas de la marche du lundi 21 octobre organisée par l'UGEQ et qui fut un succès à Montréal puisqu'un nombre très important d'étudiants (10,000 selon certains) y participa avant de reprendre les cours le lendemain; de la candidature de Micheline Chartrand sous la bannière "Pouvoir Etudiant" lors des élections partielles du 4 décembre 1968 dans le comté de Bagot afin de propager leurs idées; des réunions d'information que les occupants des collèges tinrent auprès de la population locale afin de préciser leurs idées et objectifs; plus tard de l'appui apporté aux ouvriers en grève (garages, construction, etc.), de l'opération Mc Gill, etc. Mais il faut noter que ces opérations furent peu nombreuses et qu'une difficulté certaine se présente lorsqu'à partir d'une prise de conscience il s'agit de poser des gestes précis et politiques, obstacle perçu d'ailleurs par les étudiants eux-mêmes:

> "Vers la fin de l'occupation, une transition était en train de s'opérer, du culturel au politique, mais qui ne réussissait pas à se définir en termes de gestes à poser. On occupe, on prend conscience, mais on est impuissant à poser des gestes politiques"(1).

Cette constatation n'en est pas une d'échec car diverses explications interviennent pour justifier cet état de fait: le mouvement d'octobre n'a pas de précédent au Québec même et les contestataires, faute d'un précédent historique et d'un point de référence doivent tout inventer: leur idéologie, leur stratégie et il est normal que cela se fasse avec un certain tâtonnement(2). D'autre part un appui réel des autres groupes sociaux auraient été nécessaires pour qu'une action politique d'envergure soit possible; or, il semble que si des rapports ont effectivement eu lieu avec les ouvriers, la définition

---

(1) Table ronde Socialisme 69, op. cit.
(2) Les contestataires du CEGEP Lionel-Groulx ont abordé cette question au cours de l'entrevue que nous avons eue avec eux.

d'objectifs communs n'était pas encore intervenue. De plus, il n'est pas certain que les étudiants dans leur ensemble étaient prêts à entreprendre des actions politiques radicales:

> "De tels gestes auraient impliqué selon moi un beaucoup trop petit nombre de personnes. D'accord, il fallait passer du culturel au politique; mais je pense que la révolution culturelle qu'on voulait faire ne s'était pas faite avec suffisamment d'étudiants pour qu'on puisse passer au plan politique"(1).

Cette réflexion nous amène à poser la question de l'avenir de la contestation et des actes concrets que ses partisans pourront poser compte tenu des limitations et possibilités que nous avons mentionnées. Les réactions des contestataires au lendemain des journées d'occupation sont pessimistes: ils ne croient pas à l'homogénéité de la classe étudiante et se rendent compte qu'une action reçoit difficilement l'assentiment de la majorité. Il semble qu'il y ait eu, depuis cette date, une évolution du mouvement contestataire: il s'est regroupé à travers la province, a approfondi sa théorie et ses exigences et s'est accepté comme minorité:

> "(...) depuis octobre, on a pu observer chez les forces dynamiques du milieu étudiant cette acceptation d'agir comme minorité devant une situation donnée. Ce phénomène a provoqué et continue de provoquer la formation de différentes cellules d'action qui, loin de se retrancher de la réalité, font ressortir les conflits d'un milieu et agissent en fonction de ce milieu, par différents types d'action" (2).

CONCLUSIONS

Cette tentative de cerner l'idéologie des contestataires, d'en dégager les variables fondamentales n'est certes pas complète: beaucoup de choses seraient encore à dire.

La situation privilégiée et ambigue de l'étudiant dans la société n'a pas été abordée: privilégiée du fait qu'il n'a aucune obligation particulière et n'est pas astreint à un travail similaire à celui d'un ouvrier; ambigue aussi car l'étudiant est en quelque sorte un travailleur en sursis: sa situation n'étant que transitoire elle ne peut lui apporter que des motivations temporaires et il est probable qu'il recherchera

(1) Table ronde Socialisme 69, op. cit.
(2) Le Thérésien, no 9, 5 mars 1969.

ailleurs des motivations à son comportement et une finalité à son existence. De même nous n'avons pas cherché à insérer le mouvement de contestation dans l'évolution historique du système d'éducation et de sa réforme et de la société québécoise, ce qui aurait sûrement été riche d'enseignement. Nous n'avons pas davantage entrepris un bilan du mouvement d'octobre, de son impact sur l'ensemble de la population étudiante et globale, de ses répercussions et des objectifs atteints. Nous nous sommes limités à un domaine bien défini.

Il ressort de notre analyse que les contestataires tendent à promouvoir une autre rationalité à l'intérieur du système social. A celle qui prévaut actuellement et qui en est une a postériori, bâtie sur un état de faits préexistant et servant à le justifier, les contestataires opposent une rationalité qui rendrait compte de la volonté des hommes d'avoir prise sur leur histoire et qui prendrait en considération le bonheur de l'homme et de la collectivité avant de se soumettre à des impératifs de quelque ordre que ce soit (économiques, juridiques, etc.).

Peut-être le mouvement de contestation tel que nous l'avons perçu est-il, par son extrémisme, nécessaire à nos sociétés techniquement développées évoluant vers une cybernétisation à plus ou moins longue échéance puisqu'il est la négation même de ces sociétés? C'est en tout cas la conclusion de M. Gérard Marier dans le texte auquel nous faisions allusion précédemment(1):

> "Sans l'effort de la jeunesse pour ramener au chaos notre monde afin qu'il se revigore, ce dernier serait voué à l'auto-destruction".

Elisabeth Bielinski

---

(1) Le Devoir, 10 octobre 1968.